



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

April 2024 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	HR	IT	LV	LT	HU	MT	NL
PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV									

ÉDITORIAL



Éditorial

Notre vote compte!

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nos démocraties sont mises à l'épreuve par plusieurs facteurs qui affectent l'Europe depuis la guerre d'agression déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Ils ont de graves répercussions sociales, politiques et financières sur chaque État membre et sur l'Union elle-même. Cependant, j'ai toujours cru et je continue de croire que lorsqu'ils sont confrontés à des temps difficiles, les citoyens européens sont unis et déterminés: ils entendent baliser les chemins qu'ils veulent emprunter et façonner l'Europe à laquelle ils aspirent pour eux-mêmes et pour les générations à venir. Cela, ils peuvent le faire en votant

afin de choisir le nouveau leadership européen.

Parce que les prochaines élections européennes auront une incidence considérable sur l'évolution de l'UE au cours des cinq prochaines années, le CESE a uni ses forces à celles du Parlement européen en signant un protocole d'accord sur leur coopération en vue des élections européennes, prévues du 6 au 9 juin 2024.

L'expérience montre que le taux de participation aux élections européennes est inférieur à celui des élections nationales. C'est pourquoi le CESE est et restera très actif dans ses efforts de sensibilisation aux prochaines élections européennes. En mobilisant notre réseau de 90 millions de personnes — employeurs, travailleurs et autres organisations de la société civile — nous pouvons contribuer à augmenter la participation.

Plusieurs mesures ont déjà été mises en place, à commencer par la Semaine de la société civile qui s'est tenue du 4 au 7 mars 2024 et qui a vu se réunir plus de 800 représentants d'organisations de la société civile et de groupes de jeunes pour débattre des prochaines élections et de l'avenir de l'UE.

Avec l'adoption d'une [résolution](#) lors de sa session plénière de mars, le CESE a lancé un appel encourageant les citoyens à aller voter. Une [page web](#) spécifique placée sous le slogan #USEYOURVOTE a été créée pour présenter les activités, manifestations et initiatives des membres et du personnel du CESE. Les activités locales de sensibilisation des membres joueront un rôle clé!

Le 4 mai, toutes les institutions de l'UE ouvriront leurs portes pour célébrer l'engagement démocratique à l'occasion des élections en célébrant l'anniversaire de la «déclaration Schuman». Ensuite, le 26 mai, nos collègues passionnés de course à pied, rassemblés au sein de l'équipe «Run For Europe», prendront part aux 20 kilomètres de Bruxelles pour y promouvoir la campagne «Utilisez votre voix». Nous ne devons pas oublier que plus les électeurs votent, plus la démocratie devient forte. Plus les électeurs votent, plus les décisions prises deviennent légitimes. Cette fois-ci, les citoyens doivent aller voter, et les jeunes en particulier. Ce faisant, ils peuvent faire la différence et donner à l'Europe un «visage», un «visage» dont ils seront fiers.

Étant donné qu'elle répond à l'intérêt général des citoyens européens, la société civile peut jouer un rôle central dans cette campagne, en particulier pour ce qui est de sensibiliser à l'importance

des élections et d'encourager les citoyens à voter.

Travaillons ensemble, contactons les citoyens et les organisations de la société civile, à tous les niveaux — européen, national et régional — nouons avec eux un véritable dialogue, écoutons leur voix et disons à nos dirigeants politiques ce que les organisations de millions de citoyens que nous représentons attendent des nouveaux députés européens et de la nouvelle Commission au cours des cinq prochaines années.

Notre vote compte! **#USEYOURVOTE**

Avec sincérité et engagement,

Aurel Laurențiu Plosceanu, vice-président chargé de la communication

À VOS AGENDAS

4 mai 2024

[Journée portes ouvertes le 4 mai: célébrez la Journée de l'Europe et découvrez le CESE!](#)

30-31 mai 2024

Session plénière du CESE

6-9 juin 2024

[Élections européennes 2024](#)



DROIT AU BUT

Dans ce numéro, nous offrons une tribune à **Carlos Trindade**, membre du CESE et rapporteur de l'avis «[Protéger la démocratie contre la désinformation](#)». À l'approche des élections européennes, il explique les conséquences délétères que la désinformation peut avoir sur la démocratie et aborde des moyens de combattre la première afin de préserver la seconde.



PROTÉGER LA DÉMOCRATIE CONTRE LA DÉSINFORMATION

Près de deux mois avant les prochaines élections européennes, la désinformation revêt une importance croissante dans la vie politique européenne et est susceptible d'avoir une influence néfaste sur les résultats électoraux.

Depuis des années, les conséquences néfastes de la désinformation sont un sujet de préoccupation pour le public en général, et pour les responsables politiques en particulier. La société démocratique et notre mode de vie cosmopolite sont remis en question. L'extrême droite, d'autres forces extrémistes présentes en Europe et des régimes autocratiques de pays tiers forment des alliances pour mener des campagnes de désinformation qui sapent le projet européen au moyen des médias sociaux et d'algorithmes. La technologie est le principal outil qu'ils utilisent pour cette campagne malveillante.

Une stratégie multifactorielle est nécessaire pour protéger la démocratie et vaincre la désinformation, et les technologies existantes peuvent nous aider à la combattre avec succès. Il est essentiel de mener une bataille coordonnée et efficace sur les trois fronts de la lutte numérique — la désinformation, les menaces hybrides et la cybersécurité — en créant des synergies et en renforçant la sécurité, dans le respect de l'état de droit.

De même, il est essentiel de réglementer la création et le fonctionnement des algorithmes afin que les citoyens puissent décider d'accepter ou de rejeter certaines de leurs caractéristiques, tout comme il est primordial de trouver un juste équilibre entre les droits fondamentaux des personnes, d'une part, et les droits de propriété intellectuelle des entreprises, d'autre part. En revanche, il est inacceptable que les entreprises technologiques se servent de la manipulation et des discours haineux pour engendrer des bénéfices. Les intérêts privés ne sauraient prévaloir sur l'intérêt public.

Il est essentiel que des informations publiques, pluralistes et indépendantes, dans toutes les langues de l'Union, transmettent des faits incontestables relatifs à la promotion de l'information nationale, régionale et locale dans les États membres.

Il faut inscrire à l'ordre du jour la création d'une chaîne d'information publique européenne, disponible sur différentes plateformes, avec un engagement résolu en matière d'indépendance éditoriale, qui permette aux Européens d'accéder aux informations dont ils ont besoin pour faire des choix éclairés. Classifier le journalisme en tant que bien public européen, comme le propose l'UNESCO, et renforcer les moyens de défense des journalistes sont autant de mesures qu'il convient de prendre.

En ce qui concerne l'habileté numérique et l'autonomisation du grand public, il est essentiel de suivre l'excellent exemple de la Finlande en matière de promotion de la pensée créative des citoyens. Pour ce faire, il est nécessaire de prendre des mesures qui fournissent des outils pour l'éducation aux médias, à la culture et à la démocratie à tous les niveaux d'éducation, à tous les groupes d'âge et à toutes les minorités.

La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple, et le meilleur moyen de la protéger est d'exprimer sa ferme volonté de vivre en démocratie!

Le modèle social européen — grâce à l'inclusion et à la cohésion sociales et régionales, à l'égalité et à la solidarité — est le moyen le plus efficace (et le plus rationnel) pour que les citoyens se rendent compte que leur bien-être général va de pair avec la démocratie et qu'il y a donc lieu de lutter contre la désinformation.

Pour protéger la démocratie, il est urgent d'adopter une approche plus approfondie, une stratégie globale et une meilleure réglementation européenne des multiples dimensions de ce phénomène. Cette vaste thématique est évoquée dans l'avis TEN/830.

Carlos Trindade, membre du CESE



L'INVITÉ(E) SURPRISE

Dans ce numéro, notre invitée surprise est **M^{me} Danuta Hübner**, députée au Parlement européen, où elle appartient au groupe du Parti populaire européen. Elle énumère toutes les raisons pour lesquelles les élections de 2024 constitueront une bataille pour l'Europe, et pourquoi les partis politiques ont une responsabilité majeure pour encourager leurs

possibles électeurs à se rendre aux urnes. En 2024, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de laisser à d'autres le soin de choisir ceux qui nous représenteront dans le processus décisionnel en Europe; cette fois-ci, les enjeux sont trop importants.



DANUTA HÜBNER: «VOTER, C'EST IMPORTANT»

Tous les cinq ans, les citoyens européens se rendent aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement européen (PE), seule institution de l'Union européenne issue du suffrage direct. En 2024, 720 députés nouvellement élus inaugureront la dixième législature. Pendant les cinq années de leur mandat, ils joueront un rôle déterminant pour définir l'Europe, ses institutions et ses politiques, sa place dans un monde globalisé et polarisé et son engagement en faveur de valeurs communes.

Toutes les élections sont importantes. Mais si c'est en elles que la démocratie trouve sa source, nous savons qu'elle ne se résume pas, et de loin, aux élections. On constate que des gouvernements démocratiquement élus pratiquent la démocratie tout en bafouant l'état de droit. À elles seules, les élections, même libres et équitables, ne suffisent pas à garantir la démocratie, pas plus qu'elles ne sont le seul acte qui définit la démocratie. C'est

pourquoi les électeurs devraient participer activement aux élections.

Ces cinq dernières années, l'Union européenne a connu un certain nombre de défis existentiels, à peu de choses près. Il a d'abord fallu faire face au «Brexit» et à ses conséquences. Puis sont survenus la pandémie de COVID-19, l'invasion brutale et inhumaine de l'Ukraine par la Russie et les problèmes économiques qui s'ensuivirent, notamment la crise énergétique et des niveaux élevés d'inflation. Nous avons fait face à tous ces bouleversements inattendus sans renoncer à poursuivre nos principaux objectifs stratégiques de double transition vers une économie verte et compétitive sur le plan numérique. Les mutations de son environnement géopolitique ont amené l'Union européenne à imposer, de concert avec ses partenaires démocratiques, des sanctions de grande ampleur à l'encontre de la Russie, à agir pour réduire les risques liés à ses dépendances à l'égard de la Chine et à donner à ses relations avec les États-Unis une base d'une solidité sans précédent. L'Union a également lancé le tout premier programme européen pour l'industrie de la défense, qui prendra un tour concret dans les années à venir.

Les élections de 2024 seront une bataille pour l'Europe. La campagne électorale devra répondre aux attentes des citoyens, et respecter ce faisant leur rôle dans le processus décisionnel européen. Il ne fait aucun doute que des questions telles que les migrations, le changement climatique et le soutien à l'Ukraine pour qu'elle défende son territoire contre l'agression russe touchent tous ceux d'entre nous qui ont le souci de la liberté, de la démocratie et de la paix. Les élus devront tout mettre en œuvre pour reprogrammer efficacement la politique d'élargissement. Lorsque l'on débat avec les candidats de leur mission pour les cinq prochaines années, ceux-ci doivent prendre conscience que s'ils sont élus, ils devront tenir compte du fait que l'Union européenne appartient à un monde qui se délite et se divise entre démocraties et régimes autoritaires. Dans ce monde, l'année 2024 sera marquée par des élections qui concerneront quatre milliards de personnes.

Nous autres Européens, nous serons très attentifs aux décisions des Américains qui se rendront aux urnes pour élire leur président. Aussi les relations transatlantiques constitueront-elles un thème important lors de nos débats pour les élections européennes. Il est d'ailleurs du devoir des responsables politiques et des partis politiques européens de ne ménager aucun effort pour dialoguer avec les citoyens et les encourager à faire entendre leur voix. Au regard de l'incertitude géopolitique, cette démarche importe plus que jamais. Il est vrai que les partis politiques qui présentent des candidats aux élections ont souvent des vues différentes sur des questions d'une importance cruciale pour la vie de chacun de nous. Nous ne pourrions nous faire entendre et influencer sur l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire le nôtre, que si nous, en tant que citoyens, nous engageons à débattre avec les candidats et à aller voter. Il peut nous arriver d'être saisis par la frustration et la colère. Mais c'est précisément pour cette raison que notre participation active au dialogue politique électoral revêt une telle importance.

En 2019, pour la toute première fois, le taux de participation aux élections européennes a légèrement dépassé 50 %. Cette hausse de la mobilisation des électeurs s'explique en partie grâce au vote des jeunes Européens. D'un côté, c'est une bonne chose que la moitié des inscrits aient fait usage de leur droit de vote. D'un autre côté, cela signifie toutefois que la moitié d'entre nous, citoyens européens disposant du droit de vote, n'a pas voté. En 2024, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser à d'autres le soin de choisir ceux qui nous représenteront pour prendre les décisions et élaborer la législation en Europe. Une faible participation amoindrit la légitimité des élus et conduit à affaiblir leur rôle au sein du Parlement européen. C'est donc une responsabilité de premier ordre des partis politiques que d'encourager leurs possibles électeurs à se rendre aux urnes.

Depuis des décennies, les Européens tiennent leurs gouvernements pour leurs représentants au sein de l'Union européenne. Les élections de 2024 offrent l'occasion de démontrer le pouvoir réel du Parlement européen en tant que porte-parole des citoyens. Certains d'entre eux voteront pour la première fois. Dans cinq États membres, il sera même possible de voter à partir de 16 ans. Les jeunes exprimeront certainement des attentes différentes à l'égard des responsables politiques. Nous avons pu l'observer lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, et l'entendons à présent au sein des panels de suivi organisés par la Commission européenne. Les personnalités politiques devraient se saisir des prochaines élections européennes comme d'un processus pour forger une nouvelle génération d'électeurs et de responsables politiques, comme d'une occasion de renforcer une éducation politique transparente, et la construction de l'identité et de la confiance.

La stratégie de communication du Parlement européen en vue des élections européennes de 2024 s'attache à mobiliser les abstentionnistes et des primovotants, à aider les autres acteurs concernés, y compris les médias, les ONG, les entreprises et les particuliers, et à soutenir l'engagement civique non partisan des citoyens européens et de leurs organisations afin de promouvoir l'importance du vote.

Dès à présent, nous observons des ingérences étrangères dans les élections européennes, des opérations hybrides de désinformation, qui détruisent la confiance dans les institutions et les responsables politiques et produisent des discours de division. Elles interviennent avant les élections, elles s'intensifient lors du scrutin et elles constitueront des phénomènes pathologiques après celui-ci. Il faut faire respecter les lois contre la désinformation. À cet égard, les actions nationales et européennes ne suffiront pas, il nous faut un financement significatif pour soutenir une approche englobant l'«ensemble de la société», pour dénoncer la désinformation et ses auteurs, car elle influe sur la vie quotidienne des citoyens et leurs choix stratégiques.

Avec ces élections, c'est le sort de la démocratie, de la liberté et de la sécurité qui est en jeu. Et voter, c'est important.

Danuta Hübner, députée au Parlement européen (groupe PPE)



RUBRIQUE CESE INFO: «JE VOTE — ET VOUS?»

Dans notre rubrique «Je vote — et vous?», nous vous proposons un article écrit par **Mihály Hardy**, journaliste hongrois et rédacteur en chef de Klubrádió, qui nous donne un aperçu du climat préélectoral en Hongrie.

Klubrádió est la dernière grande station de radio indépendante du pays, qui diffuse des informations 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et fournit des analyses contextuelles sur l'actualité et la culture. Elle a été interdite de diffusion sur les ondes par l'autorité gouvernementale en charge des médias, mais a réussi à survivre grâce à sa popularité et à un financement participatif.



MIHÁLY HARDY: C'EST LA LIBERTÉ QUI EST EN JEU

«Freedom is just another word, for nothing left to lose» (la liberté n'est qu'un mot comme un autre, pour dire qu'on n'a rien à perdre...) dit une chanson très connue de musique country écrite par Kris Kristofferson en 1969 et reprise par de nombreux interprètes tels que Janis Joplin ou Kenny Rogers. Toutefois, en Europe aujourd'hui, contrairement à ce qu'évoque la chanson «Me and Bobby McGee», nous avons beaucoup à perdre si nous ne défendons pas notre liberté. En particulier en Hongrie.

Les gens s'habituent très vite aux bonnes choses. Ils ne prennent pas toujours le temps d'apprécier des libertés telles que la liberté de circulation, la liberté de la presse, la liberté d'emploi ou la liberté d'éducation qui prévalent en Europe. Les gens de ma génération (issue du baby-boom de la fin des années 50, alors que la Hongrie faisait encore partie du pacte de Varsovie) ont bien gardé en mémoire la longue route qui a mené à la liberté d'aujourd'hui, de la chute du mur de Berlin à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, cette grande famille de nations libres, en 2004. Il a fallu quatorze ans après la chute du communisme pour que notre pays soit en mesure d'adhérer à l'Union, en même temps que la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne. Et selon moi, cela fait aussi quatorze ans que la Hongrie fait lentement marche arrière et prend du retard: elle est passée de l'avant-garde des libertés civiles et de la liberté de la presse au début des années 90, à la situation d'aujourd'hui marquée par le populisme, l'autocratie et la «dictature constitutionnelle», celle-ci étant intrinsèquement contradictoire.

Le gouvernement de Budapest a presque ouvertement déclaré la guerre aux valeurs européennes communes: il présente «Bruxelles» comme un ennemi, l'Union européenne comme le diable personnifié. Cela fait près de quatorze ans que cela dure. Il est donc difficile de soutenir toute campagne pro-européenne, tant pour l'opposition (ou ce qui en reste) que pour la société civile et les ONG (ce qui en reste aussi). Pourtant, nous refusons de renoncer: nous refusons ce lent abandon des valeurs européennes pour l'unique raison que certains responsables politiques hongrois ont décidé de suivre une partition composée loin de chez eux, peut-être au Kremlin.

Des sondages récents menés en Hongrie montrent que près de 68 à 70 % de la population en âge de voter continue de soutenir les avantages liés à l'Union européenne et aux valeurs européennes communes, et d'en bénéficier. La question qui se pose est de savoir si ces personnes sont prêtes à se rendre aux urnes en grand nombre le 9 juin 2024. En Hongrie, ce vote a lieu le même jour que les élections municipales et, compte tenu de l'accroissement du mécontentement dans le pays, les perspectives ne sont pas mauvaises. Un vote de protestation contre les politiques du gouvernement pourrait également se traduire par un vote pro-européen.

Mihály Hardy est un journaliste hongrois, directeur des programmes de Klubrádió

NOUVELLES DU CESE



Le marché unique européen de demain requiert une approche géopolitique neuve

Il est devenu impératif, à l'heure que nous vivons, de repenser le marché unique de l'Union européenne sous un angle stratégique. Au fil de ces trente dernières années, le monde a changé, et il s'impose d'adapter le marché unique au nouvel environnement

mondial: tels ont été, en substance, les propos qu'Enrico Letta, l'ancien chef du gouvernement italien, a tenus lors d'un débat qui s'est déroulé le 20 mars 2024, dans le cadre de la session plénière du CESE.

Présentant le message fondamental qui sous-tend son rapport de haut niveau sur l'avenir du marché unique, **M. Letta**, qui préside actuellement l'institut Jacques Delors, a souligné que le marché unique de demain devra adopter une approche géopolitique et qu'il se devra de mettre l'accent sur l'autonomie stratégique de l'Europe et concentrer son attention sur des piliers tels que la défense, les télécommunications, l'énergie et la finance.

«Aujourd'hui, a-t-il expliqué, le paysage géopolitique diffère du tout au tout de celui que nous connaissons il y a trente ans. Notre mission, pour l'heure, consiste à examiner les conséquences que le nouvel ordre mondial des choses induit pour le marché unique et son évolution dans le futur. Nous devons adopter un angle d'approche neuf et inclure dans l'équation des paramètres comme la défense et l'élargissement.»

Le président du CESE, **Oliver Röpkke**, a fait remarquer pour sa part que le succès du marché unique ne se mesure pas seulement en termes économiques mais doit également se lire à l'aune des attentes des citoyens européens et de leur bien-être: «Notre conviction, au CESE, est que le marché unique concerne avant tout les personnes, et que qui dit droit de circuler dit aussi liberté de rester en place.»

M. Letta a relevé que les citoyens sont, tout à la fois, les cibles et les bénéficiaires du marché unique. La compétitivité économique doit aller de pair avec la protection sociale, la libre circulation et le droit de rester en place représentant les deux faces d'une seule et même liberté: «Dans certains pays, la fuite des cerveaux produit des effets désastreux. Nous devons nous préoccuper de garantir la liberté de rester chez soi, tout comme celle d'y revenir. De nos jours, la libre circulation prend toujours la forme d'un aller simple: un tel état de fait porte atteinte à la compétitivité et pose un grave problème à l'Europe.» (mp)



Crise du logement — Le CESE exhorte l'UE à agir

De plus en plus d'Européens s'inquiètent de ne pas pouvoir s'offrir un logement décent, risquant ainsi de devoir se rabattre sur un logement inadapté, de rencontrer des difficultés financières, de tomber dans une situation d'insécurité en matière de logement, voire de se retrouver à la rue. L'incapacité de s'offrir un logement adapté peut avoir une incidence sur la santé et le bien-être, générer des inégalités du point de vue des conditions et des perspectives de vie, et entraîner une hausse des budgets consacrés aux soins de santé, une baisse de la productivité, ainsi que des dommages environnementaux.

Une récente [conférence](#) organisée par le Comité économique et social européen (CESE) à Bruxelles a envoyé un message clair: la crise du logement que connaît l'Europe est en train de s'aggraver et a un certain nombre de répercussions.

Selon une récente étude d'Eurofound, la crise du logement touche en particulier les jeunes, les empêchant de quitter le logement familial. L'âge auquel au moins 50 % des personnes établies dans l'UE ont quitté le domicile de leurs parents est passé de 26 à 28 ans entre 2007 et 2019. Entre 2010 et 2019, l'Espagne, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Belgique, la Grèce et l'Irlande ont enregistré les plus fortes augmentations du nombre de personnes âgées de 25 à 34 ans vivant avec leurs parents.

Au fil des ans, le CESE s'est efforcé de mettre en lumière les problèmes de logement qui se posent dans l'ensemble de l'Union. En 2020, il a adopté un avis sur le thème «[Un accès universel à un logement décent, durable et abordable dans la durée](#)», élaboré par ses membres **Raymond Hencks** et **András Edelényi**, dans lequel il appelait de ses vœux un plan d'action européen du logement.

Grâce aux recommandations formulées lors de la conférence, le Comité entend donner une impulsion politique au débat et faire inscrire la crise du logement qui frappe l'UE au programme du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission pour la période 2024-2029. L'Union européenne se doit de mobiliser les ressources pour lutter contre la pénurie de logements décents et abordables. (mp)



Trois institutions européennes exhortent la Commission à ne pas retarder le lancement de l'initiative pour la résilience dans le domaine de l'eau

En réponse au report de l'initiative pour la résilience dans le domaine de l'eau décidé par la Commission européenne, des représentants du Comité économique et social européen (CESE), de l'intergroupe «Eau» du Parlement européen (PE) et du Comité européen des régions (CdR) ont adressé une lettre ouverte conjointe au vice-président exécutif Maroš Šefčovič, dans

laquelle ils exhortent la Commission à adopter une approche globale pour relever les défis liés à l'eau et réitèrent leur appel en faveur d'un pacte bleu pour l'Europe.

La lettre expose les préoccupations communes à ces institutions concernant le report de l'initiative pour la résilience dans le domaine de l'eau: un signal inquiétant, selon ses auteurs, quant à l'engagement pris par l'Union de s'atteler à la résolution des problèmes croissants que rencontre l'Europe à cet égard. Les trois institutions à l'origine de cette lettre représentent respectivement la société civile, les citoyens et les collectivités locales de l'Union.

Elles proposent une approche globale et collaborative qui intègre l'eau dans toutes les politiques afin de garantir un accès équitable à cette ressource à l'ensemble de la société civile, aux agriculteurs, aux industries et aux infrastructures, et qui prenne en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux de l'eau.

L'objectif est de dépasser l'approche actuelle, fragmentée, pour préparer l'avènement d'une stratégie à part entière dans le domaine de l'eau, plus englobante et plus efficace. Les trois institutions invitent ainsi instamment la Commission à poursuivre ses travaux sur l'initiative pour la résilience dans le domaine de l'eau et à faire de l'eau une priorité absolue au niveau de l'Union pendant son prochain mandat (2024-2029).

Pour prendre connaissance de l'intégralité de la lettre (en anglais), cliquez [ici](#).



[#RareDiseases — Prochaine étape dans la lutte contre les maladies rares: intégrer les réseaux européens de référence dans les systèmes nationaux de santé](#)

Le 8 mars 2024, à l'occasion du lancement de l'initiative JARDIN, le Comité économique et social européen et la Commission européenne ont organisé à Bruxelles une conférence sur les «[Maladies rares dans l'UE: des actions conjointes pour façonner l'avenir des RER](#)». L'objectif était de lancer une initiative européenne conjointe sur les maladies rares visant à intégrer les réseaux européens de référence (RER) dans les systèmes nationaux de santé, tout en créant un front commun entre les institutions européennes, les pays européens, les organisations de la société civile, les associations de patients, les scientifiques, les praticiens et les gestionnaires d'hôpitaux.

Les systèmes de santé de l'UE peinent à fournir des soins de qualité, rentables et efficaces, dans le cas des maladies complexes, rares ou à faible prévalence, qui affectent la vie quotidienne d'environ 30 millions d'Européens. Il importe dès lors d'exploiter le potentiel des RER, ces réseaux virtuels de prestataires de soins de santé dans toute l'Europe qui facilitent la discussion sur les maladies et affections complexes ou rares nécessitant un traitement hautement spécialisé et une concentration des connaissances et des ressources.

L'action commune JARDIN est un projet visant à intégrer les RER dans les systèmes de santé nationaux et à assurer leur viabilité. Il prévoit la mise au point de parcours nationaux de patients liés aux RER, le déploiement de réseaux de référence nationaux basés sur le modèle des RER et susceptibles de les compléter, et la création de structures pour les patients non diagnostiqués.

Les 27 États membres de l'Union participent tous à l'action commune JARDIN, tout comme la Norvège et l'Ukraine. Elle est coordonnée par l'Autriche et bénéficie d'un financement d'un montant total de 18,75 millions d'euros (15 millions d'euros venant de l'Union européenne et 3,75 millions apportés par les États membres) accordé pour une période de trois ans. Les résultats escomptés de l'action JARDIN, y compris les recommandations, les schémas directeurs et les rapports issus des projets pilotes concrets, devraient aboutir à des plans nationaux améliorés pour les maladies rares dans les États membres de l'Union. (mp)



[Le CESE formule des recommandations essentielles pour l'unité sociale et la croissance inclusive en Europe](#)

À la demande de la présidence belge du Conseil de l'UE, le CESE a présenté une série de recommandations cruciales visant à renforcer la cohésion sociale, à gérer l'endettement et à donner la priorité aux investissements dans la santé et l'emploi partout en Europe. Le CESE s'est déclaré préoccupé par le fait que des budgets trop serrés pourraient ralentir les progrès dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique.

Le CESE a présenté ses recommandations dans l'avis intitulé «[Stimuler une croissance inclusive à long terme au moyen de réformes et d'investissements](#)», qui a été débattu et adopté lors de sa session plénière de mars, en présence de **Nicolas Schmit**, commissaire à l'emploi et aux droits sociaux, et de **Karine Lalieux**, ministre belge des pensions et de l'intégration sociale.

L'avis insiste sur l'indispensable cohérence entre les cadres existants que sont le Semestre européen et le socle européen des droits sociaux. Au cours du débat de haut niveau sur le sujet, les intervenants ont souligné la nécessité de faire progresser l'Europe sociale et de s'attaquer aux questions urgentes telles que l'écart de retraite entre les femmes et les hommes et l'inclusion numérique. La conférence de haut niveau sur le socle européen des droits sociaux qui s'est tenue récemment en Belgique est le signe d'un engagement à poursuivre la mise en œuvre de cet instrument.

Les propositions du Comité insistent sur une utilisation efficace des ressources financières, sur l'engagement des partenaires sociaux et de la société civile dans les processus décisionnels et sur l'importance de garantir une transition écologique et numérique juste et équitable. L'inclusivité est un thème central, au même titre que les mesures visant à tirer le plus grand parti des investissements sociaux tout en favorisant la stabilité économique et la cohésion dans l'Union. (tk)



©UN Women

Le CESE a représenté pour la première fois la société civile européenne à la commission de la condition de la femme des Nations unies

En mars dernier, le CESE a participé à New York à la 68^e session de la commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW68), principale instance internationale et intergouvernementale de lutte pour l'égalité des genres.

C'était la première fois que le CESE participait à la plus grande rencontre annuelle des Nations unies sur le sujet de l'émancipation des femmes; cette année, l'accent était mis sur la lutte contre la pauvreté des femmes. Faisant entendre la voix de la société civile européenne dans sa lutte pour l'égalité des genres, le CESE a apporté sa contribution sous la forme d'une déclaration présentant dix points d'action en faveur de l'autonomisation économique et de la protection sociale des femmes.

La délégation du CESE était conduite par **Oliver Röpke, son président**, qui a fait de l'égalité des genres une priorité essentielle de son action et de sa présidence. **Le président Röpke** a déclaré: «Le CESE a derrière lui une longue histoire de plaidoyer en faveur de politiques européennes et mondiales visant à faire progresser l'égalité entre les genres et à prendre à bras-le-corps les inégalités économiques et sociales auxquelles les femmes et les filles sont confrontées aujourd'hui. Mais c'est la première fois que nous allons porter cette action, sous la bannière unique de la société civile européenne, au niveau le plus élevé possible de cette lutte collective pour l'égalité des genres à l'échelle mondiale. La pauvreté n'est pas neutre du point de vue du genre et, par conséquent, notre réponse ne saurait l'être».

Les points d'action listés dans la déclaration du CESE reflètent ses positions sur le thème de la CSW68. Ils visent à faire progresser l'égalité des genres, lutter contre la pauvreté et renforcer les institutions en adoptant une perspective de genre, dans le droit fil des priorités de l'Union. Il s'agit notamment de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, de garantir l'accessibilité des services de santé, d'assurer une représentation équitable des femmes sur le marché du travail, de favoriser le leadership des femmes et de garantir l'égalité des chances par l'éducation.

«J'espère pouvoir dire d'ici un an que la présence du CESE à la commission de la condition de la femme des Nations unies aura servi de caisse de résonance à ces revendications. Nous pouvons être critiques — et c'est même notre devoir. Nous avons besoin d'entendre des voix critiques issues de la société civile, des parties prenantes, des ONG et des institutions qui œuvrent à la réalisation de cet objectif collectif et partagé: une Europe et un monde plus égaux. Il nous appartient de montrer la voie à suivre», a affirmé le président Röpke. Le CESE faisait partie d'une délégation de l'Union européenne, représentée par la présidence de l'UE. Il avait un rôle d'observateur aux côtés du Parlement européen. La délégation du CESE comprenait, outre le président, les membres suivants: **Christa Schweng, Mariya Mincheva, Cinzia del Rio, Maria Nikolopoulou, Chiara Corazza** et **Sif Holst**, présidente du groupe «Égalité» du CESE. (II)



Prix européens du bio 2024

L'appel à candidatures pour la 3^e édition des [prix européens du bio](#) est à présent ouvert et durera jusqu'au **12 mai 2024**.

Les prix européens du bio récompensent différents acteurs de la chaîne de valeur biologique qui ont créé des projets innovants, durables et inspirants, apportant une réelle valeur ajoutée à la production et la consommation d'aliments biologiques.

La cérémonie de remise des prix est prévue pour le 23 septembre 2024, date de la Journée européenne du bio.

[Posez votre candidature en ligne](#) avant le **12 mai 2024**, à 23 h 59 et 59 secondes (heure d'été d'Europe centrale).



Célébrez l'Europe et la démocratie!

Rejoignez-nous à la Journée portes ouvertes du CESE le 4 mai!

Notez bien la date dans vos agendas: le **samedi 4 mai 2024**, le Comité économique et social européen (CESE) ouvrira ses portes à l'occasion de la Journée portes ouvertes interinstitutionnelle annuelle de l'Union. Nous célébrerons la démocratie européenne et mettrons un coup de projecteur sur les élections européennes, qui auront lieu en juin. Ce sera aussi l'occasion d'en apprendre davantage sur l'Union, de dialoguer avec la société civile et de découvrir comment votre opinion et votre vote peuvent influencer sur l'avenir de l'Europe.

Pourquoi participer?

- Le **bâtiment Jacques Delors**: explorez ce bâtiment emblématique de la rue Belliard, qui abrite le cœur de la société civile organisée européenne. Voyez de vos propres yeux comment les représentants des employeurs, des travailleurs, des défenseurs de l'environnement, des consommateurs et de bien d'autres secteurs contribuent à l'élaboration des politiques européennes.
- L'**apprentissage interactif**: participez à des débats animés avec les membres du CESE sur des sujets qui vous tiennent à cœur. Comprenez de quelle manière le dialogue social façonne la législation européenne et comment votre opinion est prise en compte.
- Des **activités pour tous les âges**: venez vous amuser dans une atmosphère festive, avec des concerts en live, des jeux interactifs pour tester vos connaissances sur l'Union européenne, et même un stand de grimage pour les enfants! Ramenez chez vous un cadeau-souvenir ou un portrait-caricature, ou encore une photo clin d'œil prise dans le photomaton installé spécialement pour l'occasion.
- Des **débats approfondis**: découvrez de l'intérieur ce que le CESE fait pour rendre l'Europe plus durable, plus prospère et plus inclusive pour tous. Discutez avec des membres du CESE dans des formats courts et ciblés à propos de sujets qui vous intéressent. Profitez de cette occasion unique de glaner des informations précieuses à l'endroit même où les politiques européennes sont élaborées.
- Le **pouvoir de la société civile**: découvrez comment le CESE rapproche les citoyens et l'Union européenne, et comment différents acteurs unissent leurs voix pour faire avancer la justice sociale, la protection de l'environnement et bien plus encore, pour une Union européenne plus forte.

La fête à vélo!

Pour couronner le tout, un peloton de cyclistes déterminés arrivera au CESE le 4 mai! Composé entre autres de membres du CESE, il aura pédalé 500 km depuis la France jusqu'à Bruxelles pour sensibiliser le public aux élections européennes. Venez l'accueillir avec nous sur la ligne d'arrivée au CESE! Vous en saurez ainsi davantage sur sa mission inspirante, son périple et les défis rencontrés sur la route.

Plus qu'une visite, une expérience

La Journée portes ouvertes du CESE vous offre l'opportunité de vous rapprocher de l'Europe, de célébrer la démocratie et de ressentir le pouvoir de la société civile. Que vous soyez un Européen enthousiaste, un eurosceptique ou un simple curieux, soyez le bienvenu. Venez explorer, apprendre et dialoguer au cœur de la démocratie européenne!

Restez en contact pour de plus amples informations

Il n'est pas nécessaire de s'inscrire à l'avance. Des informations plus précises sur les activités et les temps forts de l'événement seront publiées dans les semaines à venir. Suivez-nous sur les réseaux sociaux et consultez notre site web (<https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/celebrate-europe-day-and-learn-about-eesc-open-doors-day-4-may>) pour vous tenir au courant.

Ne manquez pas cette occasion particulière de venir prendre en personne le pouls de cette Europe qui vous appartient! (cg)

#EuropeDay #UseYourVote

NOUVELLES DES GROUPES



[Stefano Mallia: il faut réaliser la transition écologique de manière à permettre la création d'entreprises et leur croissance](#)

Extrait d'une interview de Stefano Mallia, président du groupe des employeurs, dans Yrittäjä, le magazine de la Fédération des entreprises finlandaises

Les élections européennes sont à présent imminentes. En juin, les citoyens des États membres de l'Union européenne éliront leurs représentants au Parlement européen, qui seront au pouvoir pour les cinq années à venir. Lorsque l'on demande à **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs du CESE, le plus grand défi que les entreprises européennes auront à relever au cours des cinq prochaines années, sa réponse fuse.

— La transition écologique, déclare-t-il.

Selon M. Mallia, il est important de veiller à ce que les entreprises puissent prospérer dans le cadre de la transition vers une économie et une croissance plus durables sur le plan environnemental.

— Il convient de réaliser la transition écologique de manière à permettre la création d'entreprises et leur croissance. Lorsque les entreprises se portent bien, c'est toute la société qui se porte bien. Les entreprises créent des emplois et génèrent des recettes fiscales utiles à la société.

Réduire les formalités administratives

Une tâche notoire du groupe des employeurs du CESE a consisté ces dernières années à exercer son influence en vue de réduire de manière significative la charge administrative qui pèse sur les entreprises. M. Mallia affirme qu'il importe, notamment, que la Commission comprenne la nécessité de supprimer les obligations de rapport des PME, qui sont considérables.

— Chaque fois que l'on élabore une nouvelle législation, l'attention portée à la compétitivité des entreprises doit y occuper une place centrale. Il convient de veiller à ce que les entreprises puissent grandir.

Voter aux élections européennes, c'est important

M. Mallia concède que l'Union européenne est certes confrontée à ses défis et problèmes spécifiques, mais il estime que dans l'ensemble, l'Union a réalisé beaucoup de bonnes choses.

— Pour les entrepreneurs, cela vaut la peine de voter pour envoyer au Parlement des personnes qui se préoccupent de la situation des entreprises et des entrepreneurs. Ne pas voter, c'est céder à d'autres le pouvoir de décider. Le vote aux élections européennes peut aussi empêcher l'arrivée au pouvoir de groupes extrémistes.

L'intégralité de cette interview est disponible ici: <https://www.yrittajat.fi/uutiset/eu-vaikuttaja-stefano-mallia-vihrea-siirtyma-toteutettava-niin-etta-samaan-aikaan-yrityksia-voidaan-perustaa-ja-ne-voivat-kasvaa/>



[Les communautés énergétiques ont le vent de face: pas de production sans représentation](#)

par le groupe des travailleurs du CESE

Les coopératives et communautés énergétiques sont essentielles au succès de la transition écologique. Pourtant, la Commission ne leur accorde pas l'importance qu'elles méritent dans son plan d'action de l'UE en matière d'énergie éolienne, qui semble ignorer l'opposition croissante à la création de nouveaux parcs éoliens.

En octobre, la Commission européenne a présenté un plan d'action européen en faveur de l'énergie éolienne visant à concilier la transition vers une énergie propre et la compétitivité industrielle, et à faire en sorte que

l'énergie éolienne demeure une réussite de l'Europe.

À l'origine de plus d'un tiers de l'électricité renouvelable produite en Europe, et de plus de 17 % de sa production totale d'électricité, l'éolien apporte une contribution fondamentale à la production d'électricité à zéro émission nette pour l'avenir.

Toutefois, le plan d'action de la Commission semble ignorer l'opposition croissante à la création de nouveaux parcs éoliens, qu'elle émane des groupes de défense du paysage ou de protection de la nature, qui [réagissent par des initiatives du type NIMBY \(Not in My Backyard, «Pas dans mon jardin»\)](#).

Les coopératives et communautés énergétiques, initiatrices d'un processus local emmené par les citoyens et à même de s'approprier la transition, [sont absolument essentielles pour l'emporter sur ces mouvements d'opposition](#) et faire en sorte que les avantages de la transition bénéficient au plus grand nombre. Par ailleurs, il importe de les soutenir si l'on souhaite faire de la production d'électricité renouvelable un système novateur et plus décentralisé.

La Commission a cependant choisi d'axer son plan d'action en matière d'énergie éolienne uniquement sur les grandes entreprises. Le processus entier s'en trouvera mis à mal, avec un taux d'acceptation plus faible et une transition qui risque de ne pas aboutir. La Commission devrait revoir la portée de son plan d'action pour y inclure la participation citoyenne en tant que septième pilier.

Elle devrait veiller à ce que les enchères ne soient pas exclusivement fondées sur les prix et tiennent également compte des questions relatives à l'environnement, à la santé et à la sécurité au travail, ainsi que des préoccupations en matière de négociation collective, [comme l'a recommandé le CESE dans l'avis qu'il a récemment consacré à ce sujet](#).



[Conférence sur le soutien des professionnels au pacte bleu pour l'Europe — 8 édition de la Journée européenne des professions libérales](#)

par le groupe des organisations de la société civile du CESE

La catégorie «Professions libérales» du Comité économique et social européen organisera la 8^e édition de la Journée européenne des professions libérales le 7 mai 2024, de 10 h 30 à 16 heures, à Bruxelles.

Rejoignez-nous pour débattre du thème de cette année: **«Le soutien des professionnels au pacte bleu pour l'Europe»**. De concert avec des décideurs politiques de premier plan de la Commission européenne, du Parlement européen et des États membres, nous chercherons des solutions pour relever les défis liés à l'eau, qui se multiplient actuellement.

L'eau est une ressource vitale, mais de plus en plus rare. À mesure que la population mondiale augmente, il en va de même de la demande d'eau. Près des deux tiers des citoyens européens considèrent la qualité de l'eau et/ou les quantités d'eau disponibles dans leur pays comme un problème grave. Le changement climatique aura une incidence supplémentaire sur la disponibilité, la qualité et la quantité d'eau. Faute d'action, la pénurie d'eau et la précarité hydrique pourraient concerner des pans de plus en plus vastes de la société civile dans le monde, ce qui aurait des implications considérables pour la sécurité alimentaire,

l'environnement et la santé humaine, ainsi que pour la stabilité économique, sociale et politique.

Lors de cette conférence, qui s'annonce aussi passionnante que pertinente pour les professionnels européens les plus éminents, nous débattons de la manière dont les professions libérales peuvent contribuer à la recherche de solutions innovantes permettant la mise en place d'un pacte bleu pour l'Europe, en vue de l'atténuation des problèmes liés à l'eau auxquels l'Europe et le monde seront confrontés au cours des années et des décennies à venir.

Une interprétation simultanée sera assurée en anglais, en allemand et en italien. La conférence est ouverte au public. Vous avez la possibilité d'y participer en personne ou à distance. Une inscription préalable est requise dans un cas comme dans l'autre.

Elle est possible jusqu'au 2 mai 2024 sur la [page d'inscription](#) prévue à cet effet.

LE POINT SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES



[En juin 2024, rendez-vous aux urnes: le CESE appelle les Européens et les Européennes à voter pour une Europe unie et démocratique](#)

Le 20 mars dernier, le Comité économique et social (CESE) a adopté une [résolution](#) invitant les citoyens européens à faire usage de leur droit démocratique de vote et à se rendre aux urnes pour participer aux élections européennes, qui approchent à grands pas.

«Nous avons vécu des temps difficiles, mais nul ne saurait nier que l'Union garantit depuis sa création la paix, la démocratie, la prospérité économique et le progrès social à ses États membres et à ses citoyens. Grâce à l'Union, nous sommes libres de travailler, d'étudier et d'entreprendre dans chacun de ses États membres», rappelle le CESE dans sa résolution.

«Le nationalisme, le populisme et les solutions unilatérales ne constituent pas une réponse valable aux problèmes actuels. Ce sont la collaboration, la coopération et la convergence qui permettront d'y remédier», affirme le CESE, qui souligne en outre qu'aucun pays de l'Union ne peut relever à lui seul des défis tels que la hausse de l'inflation, les guerres, les migrations ou l'urgence climatique.

La résolution a été adoptée lors de la session plénière de mars à la suite du débat organisé sur le thème «Les élections européennes de 2024 sous l'angle de la société civile», auquel ont pris part des militants de la société civile ainsi que des représentants des conseils économiques et sociaux français et bulgare.

Le CESE entend mobiliser son réseau, riche d'au moins 90 millions de personnes dans toute l'Union, afin que les Européens se rendent aux urnes pour désigner ceux qui les représenteront au Parlement européen ces cinq prochaines années.

Oliver Röpke, président du CESE, a affirmé devant l'assemblée plénière que les organisations représentées par les membres du CESE étaient profondément ancrées dans les sociétés civiles nationales: «nous sommes en mesure de toucher tous les Européens et de les inciter à voter, et nous nous devons de le faire. Il en va de notre responsabilité morale».

Par ailleurs, le CESE [s'est associé au Parlement européen](#) pour contribuer à accroître la participation électorale, généralement beaucoup plus faible que lors des scrutins nationaux, en particulier dans certains États membres.

Le président du CESE a souligné que, dans un contexte de recul de la démocratie à l'échelle mondiale et dans certains États membres, les élections de 2024 représentent un enjeu particulièrement crucial.

«Ces élections ne sont pas la solution miracle qui mettra fin à nos problèmes, lèvera nos craintes ou atténuera les inquiétudes des citoyens, mais elles constituent un moyen légitime d'exprimer nos souhaits, d'exiger un avenir meilleur et de demander des comptes aux responsables politiques au pouvoir», a déclaré M. Röpke.

À l'occasion de la plénière, les trois rapporteurs de la résolution, Christa Schweng, Cinzia del Rio et Ioannis Vardakastanis, qui représentent respectivement les groupes des employeurs, des travailleurs et des organisations de la société civile du CESE, ont appelé de concert les Européens à utiliser leur vote et à élire des représentants qui défendront une Europe unie, démocratique, durable et sociale.

Le CESE adoptera une autre résolution en juillet, qui portera sur les demandes adressées par la société civile au Parlement européen nouvellement élu et à la Commission. (II)



[Le CESE et le Parlement européen s'entendent sur une coopération renforcée en vue des élections européennes de 2024](#)

Le 27 février dernier, Oliver Röpke, président du Comité économique et social européen (CESE), et Roberta Metsola, présidente du Parlement européen (PE), ont signé un protocole d'accord sur la coopération en vue des élections européennes.

Ce partenariat vise à approfondir la coopération entre les deux institutions afin de promouvoir les élections européennes, d'accroître le taux de participation, en particulier chez les non-votants et les primo-votants, et de lutter contre la manipulation de l'information.

Parmi les mesures évoquées, les deux institutions ont convenu d'intensifier leur coopération en matière de communication concernant les élections, de coordonner l'organisation de certains événements tels que la

journée «portes ouvertes» et la Semaine de la société civile et de partager des informations sur les plateformes together.eu et «Ce que l'Europe fait pour moi».

Le **président du CESE, Oliver Röpk**e, a déclaré: «Les élections européennes seront un test décisif de la démocratie européenne. Le CESE pourrait être la plateforme qui permettra à la société civile de se mobiliser en faveur de cette démocratie. Je me félicite de la signature aujourd'hui du protocole d'accord avec le Parlement européen, qui nous permettra de jouer un rôle plus actif dans la perspective des élections et de dialoguer avec les électeurs pour les inciter à aller voter. Le CESE et le Parlement européen sont des partenaires et des alliés».

Le protocole d'accord définit des domaines spécifiques dans lesquels il importe de poursuivre la coopération entre le Parlement européen et le CESE et de la renforcer à l'approche des élections européennes de 2024. (kn/ll)



Une question à ...

Le CESE a adopté une [résolution](#) dans laquelle il invite les Européens à voter lors des élections européennes. Les trois rapporteurs de la résolution, **Christa Schweng**, **Cinzia Del Rio** et **Ioannis Vardakastanis**, qui représentent respectivement les groupes des employeurs, des travailleurs et des organisations de la société civile du CESE, ont appelé de concert les Européens à exercer leur droit démocratique à voter pour élire des représentants qui défendront une Europe unie, démocratique, durable et sociale. Dans notre rubrique «Une question à ...», nous avons demandé à chaque rapporteur de décrire les

enjeux de ce scrutin et les raisons pour lesquelles chaque citoyen devrait utiliser son vote en juin prochain.



Christa Schweng, ancienne présidente du CESE et membre du groupe des employeurs du CESE

Les élections européennes donnent aux citoyens d'Europe la possibilité de choisir qui dirigera notre Union européenne au cours des cinq prochaines années. Elles se déroulent cette fois dans un contexte géopolitique extrêmement volatil, marqué par la guerre injustifiée contre l'Ukraine, aux portes de l'Europe. Des pays autrefois ennemis concluent à présent de nouvelles alliances et commencent à menacer notre mode de vie. L'état de la démocratie est pour le moins inquiétant, alors que l'on observe son recul à l'échelle mondiale. L'état de droit et la liberté de la presse sont en déclin, pour ne citer que deux des indicateurs les plus courants. Dans toute l'Europe, nous sommes les témoins d'atteintes sans cesse plus importantes contre les démocraties libérales. Dans plusieurs États membres, les valeurs européennes

essentielles sont compromises, les espaces civiques se racornissent et la liberté des médias est restreinte.

La désinformation et les fausses informations génèrent de nouvelles dissensions au sein de notre société et conduisent à la méfiance et à la haine.

L'Union est fondée sur les valeurs communes que sont la démocratie, la protection des droits de l'homme, la liberté d'expression, l'état de droit, la tolérance, la justice, la non-discrimination, l'égalité, la solidarité et la participation démocratique. Ces valeurs ne devraient jamais être considérées comme acquises, et il nous faut les consolider, les défendre et les protéger sans relâche.

Les élections européennes nous offrent l'occasion de manifester notre intérêt pour la démocratie et nos valeurs fondamentales. C'est pour cette raison que nous, Européens, devons absolument faire usage de



Cinzia Del Rio, membre du groupe des travailleurs du CESE

Nous demandons aux citoyens d'aller voter pour l'Europe, pour le projet européen, pour une Europe plus intégrée et plus solidaire. L'Union européenne repose sur des valeurs, des principes, l'état de droit, les droits et la participation. Ils ne sont aucunement négociables, car ils représentent les fondements de notre démocratie et les facteurs essentiels de notre modèle de croissance inclusive et durable. Il nous faut protéger ces fondements démocratiques.

L'Europe a aujourd'hui de nouveaux défis à relever:

- elle doit faire face à un contexte géopolitique fragmenté et marqué par des conflits impliquant de nouveaux acteurs, et des concurrents économiques et politiques mondiaux;
- elle doit soutenir les transitions écologique, numérique et démographique, de même que les évolutions technologiques, l'innovation et le développement de l'IA selon une approche fondée sur l'humain, tout en associant les jeunes à ces processus;
- elle doit élaborer une politique industrielle européenne commune renouvelée, ainsi que de nouveaux instruments financiers communs;
- elle doit garantir les investissements sociaux de sorte à mettre pleinement en œuvre le socle européen des droits sociaux, à améliorer la cohésion sociale, à créer des emplois de qualité et à lutter contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale.

Aucun pays européen ne peut y parvenir à lui seul. Nous invitons les citoyens à utiliser leur vote pour garantir une intégration plus poussée de l'Union européenne, afin de pouvoir bâtir et promouvoir une paix durable, et soutenir notre modèle économique et social.



Ioannis Vardakastanis, membre du groupe des organisations de la société civile du CESE

Les prochaines élections au Parlement européen revêtent une importance capitale pour l'avenir de notre Union et de notre continent dans son ensemble. C'est l'essence même de l'Union européenne qui est en jeu: notre unité, notre démocratie, notre compétitivité, notre durabilité et notre justice sociale. Il est essentiel que les citoyens européens exercent leur droit de vote, dans la mesure où le Parlement modèle directement l'Union de demain.

L'Union européenne symbolise la coopération et les nouvelles perspectives, le maintien de la paix, la démocratie, l'inclusivité et la prospérité. Toutefois, les difficultés auxquelles les citoyens sont confrontés, telles que la hausse des coûts de l'énergie et du coût de la vie, le changement climatique et les conflits, ont aggravé l'insécurité au sein de la population européenne. Ces problèmes nécessitent des solutions paneuropéennes unifiées.

Le nationalisme n'a aucune réponse à proposer à ces questions. Nous avons besoin de collaboration, de solidarité et d'un dialogue civil efficace pour y répondre et préserver nos valeurs démocratiques. L'Union européenne doit aussi endosser un rôle de chef de file mondial en promouvant la paix, le multilatéralisme et la protection environnementale. Il s'impose d'opérer une transition vers une économie verte et numérique. À cet égard, l'inclusivité est primordiale: tous les citoyens doivent se voir donner les moyens de participer à la construction de notre avenir. En tant que membres du Comité économique et social européen, nous souscrivons pleinement à ces principes. Votre vote est essentiel pour déterminer l'avenir de l'Union. Unissons-nous pour une Union européenne démocratique, compétitive, durable et sociale. Votre voix compte. Faites-en bon usage pour un avenir meilleur en Europe!

Le texte de la résolution est disponible sur la page internet du site du CESE consacrée tout spécialement aux [élections européennes](#).



La désinformation ne fonctionne que si sa cible est vulnérable

Nous avons discuté avec Régis Genté, journaliste franco-géorgien, des thèmes figurant parmi les principaux sujets de préoccupation dans la perspective des élections européennes: la montée de l'extrême droite, le manque de motivation des jeunes électeurs et la désinformation. Spécialiste de l'ère post-soviétique, Régis Genté effectue une veille sur les médias traditionnels pour Radio France Internationale, France 24 TV et *Le Figaro*.

CESE info: *pensez-vous que la montée en puissance des partis d'extrême droite dans toute l'Europe aura une incidence sur le résultat des élections européennes?*

Je ne suis pas du tout spécialiste de l'extrême droite en Europe, mais d'après les enquêtes réalisées aujourd'hui dans mon pays (la France), l'extrême droite semble caracoler en tête. Les élections européennes sont un outil politique pour les citoyens européens, qui peuvent l'utiliser pour s'exprimer ou faire passer un message aux responsables politiques de leur pays. Les citoyens européens pensent d'abord à la situation politique dans leur pays, et seulement ensuite à la situation en Europe. Donc oui, les partis d'extrême droite pèseront probablement sur ces élections, dans un contexte où la question de la souveraineté nationale, à opposer à l'intégration européenne, est de plus en plus pressante.

Pensez-vous que les jeunes sont motivés pour aller voter aux élections européennes?

Je répondrai en tant que citoyen ordinaire résident d'un État post-soviétique depuis 22 ans, et en tant qu'interlocuteur régulier de la jeunesse en Europe. Les jeunes ne m'ont pas l'air très motivés par l'élection. J'observe la même chose en Géorgie, où je vis. Les jeunes sont politisés, mais ne soutiennent pas les partis pro-gouvernementaux ou de l'opposition. Ils souhaitent s'engager dans la vie politique de leur pays, mais refusent de voter parce qu'ils ne se sentent véritablement représentés par aucun des partis, ni par leurs dirigeants. C'est une position intéressante et que je respecte, car elle peut ouvrir la voie à une manière différente de faire de la politique, en dépassant la démocratie représentative et les partis. En attendant, le domaine politique se trouve abandonné aux politiciens et aux diverses forces politiques en présence... sans les jeunes.

Jusqu'à quel point la désinformation peut-elle influencer les électeurs lors des prochaines élections européennes?

La désinformation ne fonctionne que si sa cible est vulnérable — nous, les Européens, étant la cible, en l'espèce. La désinformation russe ne crée pas de problèmes; elle utilise ceux qui existent déjà. Comme nous le savons tous, nos sociétés traversent actuellement une crise politique et morale profonde, qui forme malheureusement un terreau fertile pour une désinformation efficace. J'ai cependant le sentiment qu'en tant qu'Européens et citoyens du monde, nous sommes aujourd'hui tous plus sensibilisés et plus habitués à gérer les informations qui circulent sur les réseaux sociaux. Nous avons beaucoup appris au cours de la dernière décennie. Nous savons un peu mieux comment filtrer les informations sur les réseaux sociaux, véritables terrains de jeu pour la manipulation et la propagation de fausses informations. Il ne faut pas être trop pessimistes, car c'est ce qui a déjà fait de nous des victimes de la désinformation. Les sociétés ne sont plus aussi naïves qu'auparavant, et chacun sait que les pays comme les acteurs politiques peuvent utiliser les réseaux sociaux pour manipuler l'opinion publique. Sur les réseaux sociaux, je dirais que seule une minorité

d'utilisateurs est active, tandis que la grande majorité de la population, à savoir les personnes instruites, reste souvent silencieuse. Et cette majorité ne croit pas tout et n'importe quoi.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Simran Grewal (sg)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.

Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

04/2024